



**CENTRE DEPARTEMENTAL
DE LA PROMOTION DU CINEMA**

Association Loi 1901

3 Avenue de la Plaine
74008 ANNECY CEDEX

Rapport du Commissaire aux Comptes

Exercice clos
Le 31 décembre 2024



CENTRE DEPARTEMENTAL DE LA PROMOTION DU CINEMA
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Départemental de la Promotion du Cinéma relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

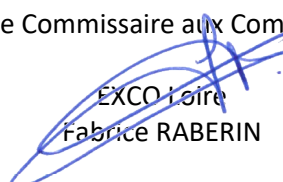


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Etienne, le 12 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes


EXCO Loire
Fabrice RABERIN



Bilan Actif au 31/12/2024

ACTIF		2024			2023	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissement et dépréciation	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	ACTIF IMMOBILISE						
	Immobilisations Incorporelles						
	Concessions brevets licences logiciels	8 590	8 362	228	957	- 729	-76,2%
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Immobilisations Corporelles						
	Terrains						
	Constructions Agencements						
	Matériel Outillage Mobilier	288 872	285 114	3 758	11 657	- 7 899	-67,8%
	Matériel de transport	63 164	27 149	36 015	-	36 015	#DIV/0!
ACTIF CIRCULANT	Matériel de bureau et informatique	12 910	12 892	18	423	- 405	-95,8%
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations Financières (2)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Dépôts et Cautionnements	241		241	-	241	100,0%
	Autres immobilisations financières						
	TOTAL I	373 777	333 518	40 259	13 036	27 223	208,8%
ACTIF CIRCULANT	ACTIF CIRCULANT						
	Stocks et en-cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production, Produits finis						
	Marchandises						
	Avances & acomptes versés/commandes						
	Créances (3)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	48 131	181	47 950	67 457	- 19 507	-28,9%
	Créances fiscales	49 374		49 374	65 641	- 16 267	-24,8%
	Autres Créances	5 355		5 355	152	5 203	3422,9%
Comptes de régularisations	Valeurs mobilières de placements						
	Disponibilités	565 817		565 817	510 386	55 431	10,9%
	Charges Constatées d'Avance (3)	7 667		7 667	5 165	2 502	48,5%
	TOTAL II	676 344	181	676 163	648 801	27 362	4,2%
	Frais d'émission des emprunt (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 050 121	333 699	716 422	661 837	54 585	8,2%

(1) Dont Droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

Bilan Passif au 31/12/2024

PASSIF		Exercice N 2024	Exercice N-1 2023	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	1 Fonds propres sans droit de reprise	30 487	30 487	-	
	2 Dons et legs	-	-	-	
	3 Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	
	4 Ecart de réévaluation				
	Réserves				
	5 Réserves statutaires ou contractuelles				
	6 Autres réserves				
	7 Report à nouveau Gestion Propre	128 907	181 374	- 52 467	-28,9%
	8 Excédent ou déficit de l'exercice	- 24 886	- 52 467	27 580	-52,6%
	Situation nette (sous total)	134 508	159 395	- 24 886	-15,6%
	Autres fonds associatifs				
9	Report à Nouveau Gestion Contrôlée				
10	Résultat sous contrôle de tiers financeurs				
11	Subvention d'investissement non renouvelée	34 759	7 311	27 448	375,4%
12	Provision Réglementées	-		-	
TOTAL I		169 268	166 706	2 561	1,5%
FONDS DEDIES	FONDS REPORTES ET DEDIES				
	13 Fonds dédiés liés aux legs ou donations	-	-	-	
	14 Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	35 332	37 213	- 1 882	-5,1%
TOTAL II		35 332	37 213	- 1 882	-5,1%
PROVISIONS	PROVISIONS				
	15 Provision pour risques	-	-	-	
	16 Provision pour charges	7 795	7 833	- 38	-0,5%
TOTAL III		7 795	7 833	- 38	-0,5%
DETTES	DETTES				
	17 Emprunts & dettes auprès d'établissements de crédit (1) (2)				
	18 Emprunts & dettes financières divers	1 271	2 241	- 970	-43,3%
	19 Usagers avances et acomptes reçus	137 630	120 700	16 930	14,0%
	20 Dettes fournisseurs et comptes rattachés	215 142	185 006	30 136	16,3%
	21 Dettes fiscales et sociales	37 267	38 586	- 1 319	-3,4%
	22 Dettes sur immobilisations & Comptes rattachés				
	23 Autres Dettes	61 010	51 845	9 166	17,7%
Comptes de régularisations	24 Produits constatés d'avance	51 707	51 707	-	
	TOTAL IV	504 028	450 085	53 943	12,0%
	Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		716 422	661 837	54 585	8,2%

(1) Dont à plus d'un an

- -

Dont à moins d'un an

- -

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs

- -

Compte de résultat au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits d'exploitation				
Cotisations	90	150	- 60	-40,0%
Vente de biens				
Vente de prestations de services	745 962	644 024	101 938	15,8%
Produits activités réglementaires				
Montant net du chiffre d'affaires	745 962	644 024	101 938	15,8%
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	349 292	337 938	11 354	3,4%
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	8 338	9 995	- 1 657	-16,6%
Transferts de charges	8 745	5 572	3 173	56,9%
Utilisations des fonds dédiés	37 213	32 331	4 882	15,1%
Autres produits	148	48	100	209,6%
TOTAL I	1 149 788	1 030 058	119 730	11,6%
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises & matières premières				
<i>Variation de Stocks (marchandises & matières premières)</i>				
Autres achats	53 321	50 448	2 873	5,7%
Charges externes	707 157	646 718	60 439	9,3%
Impôts Taxes Versements Assimilés	75 357	63 718	11 639	18,3%
Salaires et traitements	233 718	205 382	28 337	13,8%
Charges sociales	38 515	49 149	- 10 634	-21,6%
Dotations aux amortissements, provisions et engagements sur immobilisations : dotations aux amortissements	13 502	9 238	4 264	46,2%
sur actifs circulants : dotations aux provisions	107	-	107	100,0%
pour risques et charges : dotations aux provisions	7 795	7 833	- 38	-0,5%
Autres charges	24 086	20 595	3 491	16,9%
Engagements à réaliser sur ressources affectées	35 332	37 213	- 1 882	-5,1%
TOTAL II	1 188 890	1 090 295	98 595	9,0%
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 39 102	- 60 237	21 135	-35,1%
Quote-part d'opérations faites en commun				
Produits Financiers (III)	2 964	2 796	168	6,0%
Charges Financières (IV)	-	-	-	
2 - Résultat financier (III-IV)	2 964	2 796	168	6,0%
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	- 36 138	- 57 441	21 303	-37,1%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15	9	6	62,0%
Produits exceptionnels sur opérations en capital	11 237	4 965	6 272	126,3%
Reprise sur provisions et transferts de charges				
Produits exceptionnels (V)	11 252	4 974	6 277	126,2%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-		-	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Charges exceptionnelles (VI)	-	-	-	
4 - Résultat exceptionnel (V-VI)	11 252	4 974	6 277	126,2%
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-	-	
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	1 164 003,54	1 037 828	126 176	12,2%
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	1 188 889,92	1 090 295	98 595	9,0%
EXCEDENT OU DEFICIT	- 24 886	- 52 467	27 580	-52,6%
VALORISATIONS CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES				
Dons en nature				
Prestations en nature	96 446	96 446		
Bénévolat				

Sommaire de l'Annexe

1.	Faits majeurs de l'exercice et Principes comptables	4
1.1.	Principaux événements de l'exercice.	4
1.2.	Cadre légal de référence	4
1.3.	Permanence des méthodes	4
2.	Informations générales complémentaires	5
2.1.	Principes généraux	5
2.2.	Conventions de gestion des salles de cinéma	5
2.3.	Régime fiscal	6
2.4.	Informations relatives au CICE	6
2.5.	Continuité d'exploitation	5
2.6.	Détail des résultats comptables par lieux / activités.....	6
3.	Informations relatives au bilan	6
3.1.	Actif	6
3.2.	Passif.....	8
4.	Informations relatives au compte de résultat	11
4.1.	Compte de résultat.....	11
4.2.	Ventilation de l'effectif moyen	12
4.3.	Contributions volontaires en nature	12
4.4.	Rémunération des dirigeants.....	13
4.5.	Conventions en cours	13

Au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est de **716 422 €**, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste dont le total des produits est de **1164 004 €** et présentant un résultat déficitaire de **24 886 €**.

La durée de l'exercice comptable est de 12 mois, ce dernier coïncide avec l'année civile soit du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. Faits majeurs de l'exercice et Principes comptables

1.1. Principaux évènements de l'exercice.

Le CDPC a augmenté ses tarifs de 10% par rapport à 2023, sachant qu'il n'y avait pas eu d'augmentation depuis des années.

1.2. Evènements post-clôture majeur

Pas d'évènement post-clôture majeur.

1.3. Cadre légal de référence

Les comptes annuels de l'association sont présentés conformément aux dispositions et dérogations précisées par les textes suivants :

Les comptes de l'association sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2020-08 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui vient amender et préciser le 2018-06 ainsi que du règlement ANC n°2022-02 qui vient apporter des précisions au règlement 2018-06 (concours publics).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.4. Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent et suivent le nouveau règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018

2. Informations générales complémentaires

2.1. Principes généraux

Le Centre Départemental pour la promotion du Cinéma (CDPC) est une association loi 1901 qui a pour mission la promotion et le développement du cinéma et de la culture cinématographique. En plus d'actions ciblées répondant à sa mission, le CDPC gère des salles de cinéma fixes ainsi que des projections itinérantes dans des salles ou lieux mis à dispositions pour l'occasion.

Les comptes présentés, cumulent les comptabilités de tous ces établissements et activités. Les prestations réciproques sont neutralisées en fin d'année et ne sont pas présentées au compte de résultat général.

2.2. Conventions de gestion des salles de cinéma

Cinéma La Turbine (Cran-Gevrier) :

Au titre d'un contrat d'affermage signé en juin 2003, la ville de Cran-Gevrier (dorénavant Annecy commune nouvelle) a attribué à l'association CDPC la gestion et l'exploitation de la salle de cinéma La Turbine.

Ce partenariat est désormais sous forme de convention d'objectifs et de moyens. Celle-ci a été renouvelée le 28/04/2022 pour une durée de quatre ans, couvrant la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025.

Cinéma Le Rabelais (Meythet) :

Au titre d'une convention d'objectifs et de moyens signée le 02/06/2016, la Communauté de l'agglomération d'Annecy (dorénavant Annecy commune nouvelle) a attribué à l'association CDPC la gestion et l'animation de la salle de cinéma Le Rabelais.

Cette convention a été renouvelée le 28/04/2022 pour une durée de quatre ans et couvre la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025.

Cinéma L'Atmosphère (St Genix sur Guiers) :

Au titre d'une convention administrative d'occupation du domaine public signée le 14/10/2013, la Commune de St Genix sur Guiers a autorisé à l'association CDPC le développement d'une activité de cinéma, conférence et autres activités culturelles au sein de la salle de cinéma L'Atmosphère.

Cette convention a été renouvelée le 24/10/2024 pour une durée de trois ans s'achevant le 23/10/2027.

Cinéma du Mottaret (Les Allues) :

Au titre d'une convention administrative d'occupation du domaine public à titre précaire signée le 18/01/2012, la Commune des Allues a autorisé à l'association CDPC l'activité de projection d'œuvres cinématographiques dans le bâtiment de l'Office du Tourisme situé à Mottaret.

Cette convention a été renouvelée le 17/01/2024 pour une durée de trois ans commençant le 01/12/2023 et s'achevant ainsi le 30/11/2026.

2.3. Régime fiscal

L'association, bien qu'ayant une gestion désintéressée, ne bénéficie pas du régime dérogatoire exposé dans les instructions fiscales du 15 septembre 1998 et 16 février 1999 puis celle du 18 décembre 2006 relatives aux organismes sans but lucratif. En effet, ses activités faisant pour toutes ou parties, concurrence aux organismes du secteur lucratif, l'association est soumise aux impôts commerciaux aussi bien en matière de TVA que d'impôts sur les sociétés.

2.4. Continuité d'exploitation

La continuité d'exploitation de l'association est principalement assurée par les subventions de fonctionnement qu'elle doit obtenir sur l'exercice 2025.

2.5. Détail des résultats comptables par lieux / activités

Détail résultat comptable	Excédent	Déficit
Itinérants – Plein air - Actions spécifiques - Siège		-2 941 €
Cinéma La Turbine (Cran-Gevrier)		- 6 771 €
Cinéma Le Rabelais (Meythet)		- 4 002 €
Cinéma L'atmosphère (St Genix sur Guiers)		- 5 561 €
Cinémas Méribel		- 5 611 €
Résultat global CDPC		- 24 886 €

3. Informations relatives au bilan

3.1. Actif

3.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.
 Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, frais d'accessoires directement attribuables inclus après déduction des RRR et escomptes obtenus. Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes sont non inclus. Les composants, bien qu'identifiés, n'ont pas une durée d'utilisation sensiblement différente de celle de l'immobilisation principale, ni une valeur significative. De ce fait, ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une décomposition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée de vie prévue, celle-ci étant comparable à la valeur d'usage. En tant que besoin, la valeur résiduelle est déduite de la base amortissable.

3.1.3. Tableau de variations des immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (méthode des coûts historiques).

Libellé	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations Incorporelles				
- Logiciels, site internet	8 590	-	-	8 590
Total Immobilisations Incorporelles	8 590	-	-	8 590
Immobilisations Corporelles				
- Matériel Audiovisuel	288 872	-	-	288 872
- Matériel de transport	34 210	40 484	11 530	63 164
- Matériel de bureaux et informatiques	12 910	-	-	12 910
Total Immobilisations Corporelles	335 992	40 484	11 530	364 946
TOTAL GENERAL	344 582	40 484	11 530	373 537

3.1.4. Tableau de variations des amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, sur la durée de vie estimée des actifs concernés.

Libellé	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Amort. Immobilisat. Incorporelles				
- Amortissements Logiciels, site internet	7 633	729	-	8 362
Total Amort. Immo. Incorporelles	7 633	729	-	8 362
Amortis. Immobilisat. Corporelles				
- Amortiss. Matériel Audiovisuel	277 215	7 899	-	285 114
- Amortiss. Matériel de transport	34 210	4 469	11 530	27 149
- Amortiss. Mat. bureaux et info.	12 487	405	-	12 892
Total Amort. Immo. Corporelles	323 912	12 773	11 530	325 155
TOTAL GENERAL	331 545	13 502	11 530	333 517

3.1.5. Méthode et durée d'amortissement

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels, site internet	3 ans
- Matériel audiovisuel	2 à 10 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureaux et informatique	3 à 5 ans

3.1.6. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Une provision pour dépréciation de créances clients/usagers a été constatée au 31/12/2024 pour un montant de 181 €.

Créances (a)	Montant brut (en euros)	Liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	-	-	
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts	-		
Autres	241	241	
Créances de l'actif circulant	138 994	138 994	
Créances clients et comptes rattachés	48 131	48 131	
Autres	54 729	54 729	
Charges constatées d'avance	7 667	7 667	
TOTAL	110 769	110 769	-

3.1.7. Détail de l'actif circulant

Créances (en euros)	Montant brut	Degré d'exigibilité des créances		
		à moins 1 an	entre 1 an et 5 ans	à plus 5 ans
<u>Actif circulant</u>				
Usagers et comptes rattachés	48 131	48 131		
Sécurité Sociale et autres organismes	-	-		
Etat et autres collectivités publiques	49 374	49 374		
Autres créances	5 355	5 355		
Produits à recevoir	0	0		
Charges constatées d'avance	7 667	7 667		
TOTAL	110 769	110 769	-	-

3.2. Passif

3.2.1. Variation des Fonds propres associatifs

N° plan comptable et intitulé	A l'ouverture au 31/12/2023	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture au 31/12/2024
10220099 - Fonds propres sans droit de reprise	30 487				30 487
110 / 119 - Report à nouveau	181 374	-52 467			128 907
120 / 129 - Résultat de l'exercice 2022	0	52 467			0
Excédent ou déficit de l'exercice	- 24 886		-	24 886	- 24 886
Situation Nette	159 395	0	-	24 886	134 508
13xxxxx - Subventions d'investissement	7 311		36 435	8 987	34 759
14xxxxx - Provisions réglementées	0	0	0	0	0
TOTAL	166 706	0	36 435	33 873	169 268

3.2.2. Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement affectées à un bien renouvelable ou non renouvelable par l'association sont comptabilisées en subvention d'investissement et reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement du bien concerné.

Synthèse subventions d'investissements :

Subventions investissements au 31/12/2023	Subventions investissements augmentation/diminution en 2024	Total subventions investissements au 31/12/2024	Quote-part subventions virées au résultat de l'exercice	Total subventions investissements inscrite au compte résultat au 31/12/2024	Solde subventions investissements au 31/12/2024
24 826 €	36 435 €	61 261 €	11 237 €	26 502 €	34 759 €

3.2.3. Tableau de variations des provisions pour risques et charges

	Provisions au début de l'exercice	Régularisation / apports	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges	7 833	-	7 795	7 833	7 795
Provisions pour risques	-	-	-	-	-
Provisions pour retraites	7 833	-	7 795	7 833	7 795
Provisions pour dépréciations	-	-	-	-	-
Provisions pour dépréciations	-	-	-	-	-
Dépréciations sur créances usagers	579		107	505	181
Total provisions et dépréciations	8 412	-	7 902	8 338	8 412

Dont dotations et reprises :

d'exploitation :

7 902

financières :

8 338

Exceptionnelles :

3.2.4. Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Le CDPC a pris l'option de comptabiliser les IFC à compter de l'exercice 2020.

Hypothèse retenue :

- Age départ à la retraite : 65 ans
- Augmentation annuelle des salaires 3.00%

- Taux d'actualisation et de revalorisation : 3.38% (inflation comprise)
- Taux de charges sociales patronales 50%
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2018-2020

3.2.5. Fonds dédiés – Tableaux de suivi

Les fonds dédiés enregistrent la part des ressources de l'exercice affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pu être utilisée en partie ou en totalité dans l'exercice conformément aux engagements pris à leur égard.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Report	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Collège Thônes - section audio-visuel	17 996 €	16 395	17 996			16 395 €	
Lycée Fauré - section audio-visuel	19 217 €	18 937	19 217			18 937 €	
Total	37 213€	35 332	37 213			35 332€	

3.2.6. Etat des dettes

Dettes (en euros)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins 1 an	Échéances entre 1 an et 5 ans	Échéances à plus 5 ans
Emprunts & dettes financières éts de crédit	-	-		
Emprunts & dettes financières divers	1 271	1 271		
Usagers avances et acomptes reçus	137 630	137 630		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	215 142	215 142		
Dettes fiscales et sociales	37 267	37 237		
Dettes sur immobilisations	-	-		
Autres dettes	61 010	61 010		
Produits constatés d'avance	51 707	51 707		
TOTAL	504 028	504 028	-	-

3.2.7. Emprunts & dettes financières divers

- Frais Salariés divers 1 271 Euros

3.2.8. Usagers avances et acomptes reçus

- Abonnements usagers valables 1 an 137 630 Euros

3.2.9. Détail des fournisseurs et comptes rattachés

- Comptes fournisseurs : 158 067 Euros
- Comptes factures non parvenues : 57 075 Euros

3.2.10. Détail des dettes fiscales et sociales

- Personnels et comptes rattachés : 3 483 Euros
- Dettes concernant les congés payés : 14 254 Euros
- Organismes sociaux : 17 694 Euros
- Dettes fiscales : 1 836 Euros

3.2.11. Détail des charges à payer

- Solde Tour du Lac : 52 885 Euros
- CINENUM : 7 224 Euros
- Divers : 901 Euros

3.2.12. Détail des produits constatés d'avances

- Mairie Annecy sous-compensation : 51 707 Euros

4. Informations relatives au compte de résultat

4.1. Compte de résultat

4.1.1. Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitations	Montant
Ventes billetteries	640 436 €
Prestations de services et produits d'activités annexes	105 526 €
Subventions d'exploitations	349 292 €
Cotisations adhérents	90 €
Autres produits d'exploitation	148 €
Reprise provision, transfert de charges	54 296 €
Total Produits d'exploitations	1 149 788 €

4.1.2. Subventions d'exploitations

Détail des subventions d'exploitations	Montant
Centre National Cinéma (C.N.C.) - Art et Essai	48 091 €
Direction Régionale Affaires Culturelles (D.R.A.C.) – Education aux médias	32 000 €
CNC Médiation	10 000€
Région AURA - Fonctionnement itinérant	12 000 €
Conseil Départemental – Fond d'aide à l'activité culturel	68 000 €
Grand Annecy (anciennement mairie Cran-Gevrier / Meythet / C2A)	102 500 €
Mairie St-Genix - Atmosphère	15 000 €
Mairie des Allues - Méribel Mottaret	27 240 €
Mairie Poisy – Le Podium	6 600 €
Mairie Côte St André	6 000 €
Europa cinéma	15 211 €
Divers	6 650 €
Total Subventions d'exploitations	349 292 €

4.1.3. Honoraires commissaire aux comptes

Le montant des honoraires de commissaire aux comptes, comptabilisé au titre du contrôle légal, figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève 5 700 euros Hors Taxes.

4.1.4. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel est favorable d'un montant de 11 252 euros

Il correspond à la reprise de quote-part des subventions d'investissements pour 8 987 euros et à une plus-value de cession de 2 250 €. Il n'y a pas de charges exceptionnelles.

4.2. Ventilation de l'effectif moyen

<i>Permanents</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>nombre d'heures DADS</i>	<i>Equivalent plein-temps (1)</i>
Personnel permanent	8	11 772	6.47
Personnel CDD & Saisonnier	3	2 658	1.46
Personnel mis à disposition	2	131	0.07

(1) = nombre d'heures DADS/1820 heures

4.3. Contributions volontaires en nature

4.3.1. Bénévolat

Le volume d'heure de bénévolat est très important, dispersé sur de nombreux lieux et accompli par de nombreux bénévoles. Compte tenu de la difficulté à recenser ces heures, le CDPC, à ce jour, ne valorise pas les heures de bénévolats dont il bénéficie.

4.3.2. Mise à disposition de biens et services à titres gracieux :

Détail mise à disposition de biens et services	Montant
Commune nouvelle Annecy (Cran-Gevrier) – Cinéma la Turbine	24 984 €
Commune nouvelle Annecy (C2A) – Cinéma le Rabelais	43 397 €
Commune Saint Genix sur Guiers – Cinéma l'Atmosphère	28 065 €
Total mise à disposition de biens et services	96 446 €

4.4. Rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi numéro 2006589 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le Président ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération.

4.5. Conventions en cours

- Commune nouvelle Annecy (Cran-Gevrier) – Cinéma La Turbine

Une nouvelle convention a été signée le 28 avril 2022, pour une période de 4 années couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2025, date de fin d'engagement de la convention, la commune nouvelle d'Annecy est engagée à verser 278 000 € de subvention en numéraire et à mettre à disposition la salle de cinéma pour une valeur de 99 936 €. En contrepartie, le CDPC doit prévoir pour la ville d'Annecy 3 journées d'utilisation à titre gracieux sur la période du 01/01/2022 au 31/12/2025.

- Commune nouvelle Annecy (Meythet) – Cinéma Le Rabelais

Une nouvelle convention a été signée le 8 février 2019, pour une période de 4 années couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2025, date de fin d'engagement de la convention, la commune nouvelle d'Annecy est engagée à verser 120 000 € de subvention en numéraire et à mettre à disposition la salle de cinéma pour une valeur de 173 588 €.

- Commune de Saint Genix sur Guiers – Cinéma L'Atmosphère

La convention administrative d'occupation du domaine public couvrant la période du 24/10/2024 au 23/10/2027 prévoit l'attribution d'une subvention annuelle maximale de 30 000 €. Cette subvention comprend 20 000 € correspondant à un versement de subvention en numéraire, et 10 000 € correspondant à la prise en charge par la Mairie de Saint Genix sur Guiers de l'entretien général de la structure. Cette dernière sera valorisée dans les contributions volontaires en natures du CDPC. En contrepartie du droit exclusif d'occuper le cinéma L'Atmosphère, le CDPC s'engage à verser à la Mairie de Saint Genix sur Guiers une redevance annuelle de 710 €.

- Mairie des Allues – Cinéma de Mottaret

Une nouvelle convention de financement a été signée le 30/01/2024 pour une période de trois ans allant jusqu'au 30/11/2026.

Cette convention prévoit le versement par la Mairie des Allues d'une subvention annuelle maximale de 20 000 €, sous réserve de la justification des comptes d'exploitations N-1.

CENTRE DEPARTEMENTAL DE LA PROMOTION DU CINEMA

Association Loi 1901
3 Avenue de la Plaine
74008 ANNECY CEDEX

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

CONSEIL D'ADMINISTRATION D'APPROBATION DES COMPTES

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

I – Conventions conclues au cours de l'exercice relevant de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

III – Conventions relevant de l'article L. 612-5 du Code de commerce approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie

En application de l'article L. 612-5 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

Convention conclue avec la Fédération Laïque de Haute Savoie (FOL 74) le 29/04/2015

Administrateurs communs au CDPC et à la FOL 74 : Patrick KOLB, Stéphane BADEIGTS, Véronique UNAL, Yves BON, Éric BOTHOREL, Daniel BRET, Denise GILLOUX, Annick GOLLY et Jacques METRAL

Nature de la convention :

Signature d'une convention de refacturation de frais au titre de la mise à disposition de personnel (secrétariat, comptabilité, administratif, direction et projection) et de la mise à disposition des locaux de la FOL 74 au CDPC 74 prenant effet au 1^{er} janvier 2015.

Durée :1 an renouvelable par tacite reconduction

Montant comptabilisé en charges en 2024 :342 895.48 €.

Saint-Etienne, le 12 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes



EXCO Loire
Fabrice RABÉRIN